

Focus sur la Région de Bar-sur-Aube

Démographie



-181 habitants
en moyenne
chaque année
entre 2015 et 2021
-1,3 % de variation
annuelle moyenne
(2015-2021)



144 personnes
≥ 65 ans **pour 100**
jeunes < 20 ans en 2020
▲ L'indice de vieillissement (le
plus important de l'Aube)
évolue très rapidement (112
pour 100 jeunes en 2014)



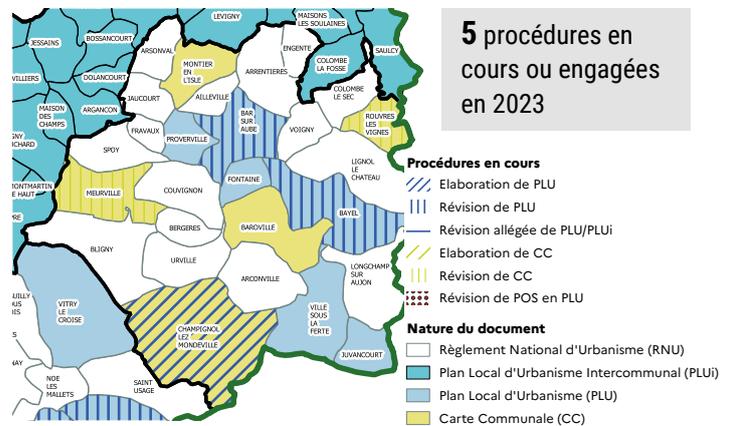
11 communes
couvertes par un PLU ou une
carte communale sur 27
communes
(au 24/01/2024)

106 hab/km²
en France
(2020)



30 hab/km²
une faible densité, avec
une dominante rurale et
agri-viticole du territoire

5 procédures en
cours ou engagées
en 2023



-84 hab.
dû au solde migratoire
-64 hab.
dû au solde naturel
en moyenne chaque année sur la période 2014-2020

▲ La déprise démographique du Barsuraubois se renforce encore que ce soit en termes de baisse des naissances ou de départ d'habitants

Emploi



Part des actifs
de 25 à 54 ans
-6,6 points
entre 2009 et 2020



-1,6%
taux d'évolution
annuel de l'emploi
entre 2014 et 2020
(+0,65% en France)

+8 points actifs de 55 à 64 ans

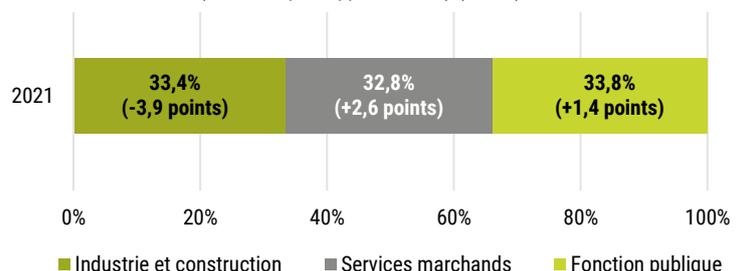
▲ La perte de dynamique économique du territoire marque un ralentissement (le taux d'évolution annuel de l'emploi était de -2% sur la période précédente 2009-2014). La population active est toutefois en diminution progressive et son vieillissement constitue toujours un facteur d'alerte

► La part des jeunes dans la population active tend à augmenter (le taux d'activité des 15-24 ans était de 49% en 2014) et reste supérieure à la moyenne du SCoT (42,3%) et à la moyenne nationale (40,8%). La part des jeunes chômeurs a régressé depuis 2009 (-4 points), alors qu'elle augmente à l'échelle du SCoT (+1,7 points)

51,5%
taux d'activité
des 15-24 ans
en 2020

28,2%
part des chômeurs
15-24 ans en 2020
(SCoT : 27,9%)

**PART DE L'EMPLOI SALARIÉ PAR SECTEUR
D'ACTIVITÉ EN 2021**
(évolution par rapport à 2017) (INSEE)



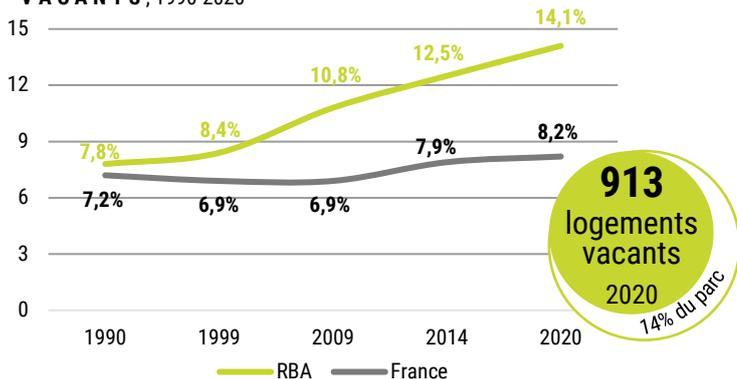
▲ La part de l'emploi salarié progresse dans le secteur des services marchands mais également dans la fonction publique. La répartition de l'emploi salarié révèle le profil-type de ce territoire, distribuée de manière équivalente sur les différents secteurs d'activité

CRÉATION D'ÉTABLISSEMENTS
en 2021 (INSEE Flores – planification-ecologique.fr)

340 établissements en 2021
-3 établissements
depuis 2017 **(-0,9%)**

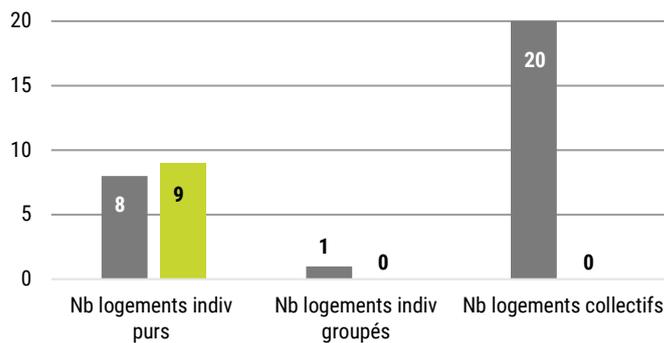
Habitat

ZOOM SUR LA PART DE LOGEMENTS VACANTS, 1990-2020



NOMBRE TOTAL DES LOGEMENTS

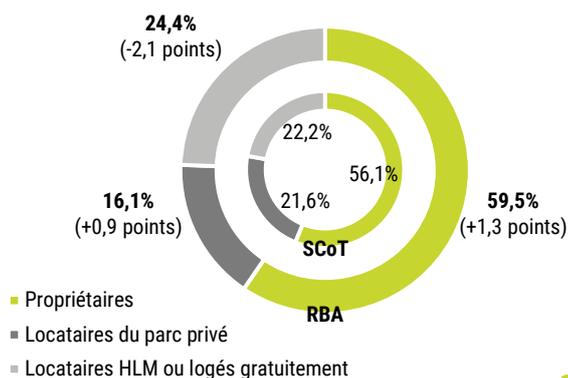
commencés entre deux périodes (Sitel2) ■ 2018-2019 ■ 2020-2021



▲ Une part de logements vacants toujours plus significative, parmi les plus importantes du SCoT, en partie liée aux besoins de l'activité viticole, mais qui impose aussi des actions de réhabilitation et de remise sur le marché, prochainement à l'œuvre grâce au lancement d'une OPAH

▲ La construction de logements neufs reste très modérée sur les deux périodes observées, en lien avec la situation démographique du territoire. Notons en 2018 la construction d'une vingtaine de logements collectifs à Bar-sur-Aube

STATUT D'OCCUPATION DU PARC DE RÉSIDENCES PRINCIPALES en 2020 (et évolution par rapport à 2009)



Taux de pauvreté

17,5% en 2024
(15,8% en 2020)

SCoT : 13,6% en 2024

Les indicateurs de précarité de la population de la CC témoignent de la situation la moins favorable du SCoT

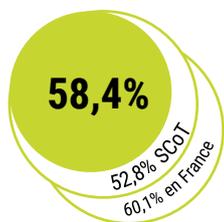
49,8% de bénéficiaires de l'allocation logement en 2021

France : 42,1%

Fonctionnement du territoire

TAUX DE COUVERTURE ACCUEIL JEUNES ENFANTS

en 2020 (pour 100 enfants de moins de 3 ans)



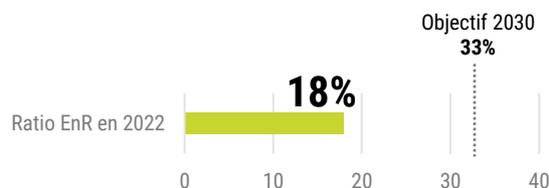
La capacité d'accueil théorique correspond à l'ensemble des places offertes aux enfants de moins de 3 ans à un instant donné sur le territoire observé (assistantes maternelles, crèches, micro-crèches, écoles maternelles...)

▲ Une offre non négligeable afin de favoriser l'attractivité du territoire pour l'accueil de jeunes ménages et de familles

RATIO ENR PAR EPCI

Part d'EnR dans la consommation finale d'énergie en 2022, au regard des objectifs du code de l'énergie en 2030

Source : Atmo Grand Est - Invent'Air 2024



▲ Un territoire dont le ratio est presque deux fois inférieur à l'objectif national fixé en 2030, mais dont les enjeux patrimoniaux, paysagers et environnementaux imposent la plus grande vigilance